



II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2023

Rubriques	Exercice 2023			Exercice 2022
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	18 748	85 647	104 395	111 737
Production vendue de biens	2 850 857	20 764 263	23 615 119	15 756 968
Production vendue de services	5 624 695	2 213 929	7 838 624	4 591 518
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	8 494 300	23 063 839	31 558 139	20 460 223
Production stockée			1 063 864	-22 576
Production immobilisée			905 210	714 578
Subventions d'exploitation			406 299	27 760
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			40 494	158 728
Autres produits			340 285	640 542
PRODUITS D'EXPLOITATION			34 314 291	21 979 256
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			33 190	3 919 655
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			11 541 326	3 331 679
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			104 341	-938 483
Autres achats et charges externes			5 633 562	4 905 811
Impôts, taxes et versements assimilés			273 800	224 626
Salaires et traitements			4 658 138	3 825 445
Charges sociales			2 361 889	1 765 077
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 054 675	886 121
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			907 122	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			152 606	6 340
Dotations aux provisions			32 223	11 203
Autres charges			467 599	334 312
CHARGES D'EXPLOITATION			27 220 470	18 271 790
RESULTAT D'EXPLOITATION			7 093 821	3 707 466
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			98 703	155 771
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			52 591	105 472
Reprises sur provisions et transferts de charges				27 903
Différences positives de change			46 112	22 395
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			14 597	14 391
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			7 585	2 885
Différences négatives de change			7 012	11 506
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			84 106	141 380
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			7 177 927	3 848 846
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
CHARGES EXCEPTIONNELLES			94 089	21 046
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				3 647
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			3 594	17 400
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			90 496	
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-94 089	-21 046
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			577 211	
Impôts sur les bénéfices			1 685 600	837 443
TOTAL DES PRODUITS			34 412 994	22 135 026
TOTAL DES CHARGES			29 591 968	19 144 670
BENEFICE OU PERTE			4 821 027	2 990 356



I. BILAN AU 31/12/2023

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	10 628 805	7 766 928	2 861 877	3 847 592
Concessions, brevets et droits similaires	723 079	522 341	200 738	1 833
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				153 527
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	637 416	492 924	144 492	102 779
Autres immobilisations corporelles	974 699	580 309	394 390	326 054
Immobilisations en cours	5 089		5 089	2 279
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	86 159		86 159	59 617
ACTIF IMMOBILISE	13 055 247	9 362 502	3 692 745	4 493 682
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	902 272	48 394	853 878	998 618
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 725 116	317 498	1 407 618	451 681
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	184		184	187 188
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	8 011 825	5 249	8 006 576	8 415 742
Autres créances	529 216		529 216	4 789 307
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	12 339 341		12 339 341	2 839 905
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	16 480		16 480	27 415
ACTIF CIRCULANT	23 524 434	371 141	23 153 293	17 709 857
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	7 787		7 787	14 174
TOTAL GENERAL	36 587 468	9 733 643	26 853 825	22 217 712

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022
Capital social ou individuel (dont versé : 2 815 260)	2 815 260	2 815 260
Primes d'émission, de fusion, d'apport	570	570
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	281 526	281 526
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)	3 863 086	3 863 086
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	5 346 920	2 356 564
Report à nouveau	27 189	27 189
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 821 027	2 990 356
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES :	17 155 578	12 334 551
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES :		
Provisions pour risques	28 000	37 000
Provisions pour charges	283 019	250 796
PROVISIONS :	311 019	287 796
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	344 654	844 468
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 088 491	3 396 227
Dettes fiscales et sociales	3 813 836	1 650 450
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 315	3 056
Autres dettes	1 427	1 438 940
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 068 126	2 177 731
DETTES :	9 476 493	9 510 872
Ecarts de conversion passif	42 380	84 493
TOTAL GENERAL	26 853 825	22 217 712

Safran Trusted 4D SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Safran Trusted 4D SAS

Société par actions simplifiée

RCS : Evry 793 904 426

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'associé unique de la société Safran Trusted 4D,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Safran Trusted 4D relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes

qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué au paragraphe 3.3 « Contrats long terme », de l'annexe aux comptes annuels, certains contrats long terme sont comptabilisés au moyen de la méthode de l'avancement. Le chiffre d'affaires et le résultat de ces contrats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les responsables de projet sous le contrôle de la direction générale.

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des hypothèses sous-tendant la détermination des données à terminaison et du pourcentage d'avancement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 24 juin 2024

Christophe Berrard

Associé

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CB', written over a horizontal line.



COMPTES ANNUELS
SAFRAN TRUSTED 4D SAS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

2023

I. BILAN AU 31/12/2023

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	10 628 805	7 766 928	2 861 877	3 847 592
Concessions, brevets et droits similaires	723 079	522 341	200 738	1 833
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				153 527
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	637 416	492 924	144 492	102 779
Autres immobilisations corporelles	974 699	580 309	394 390	326 054
Immobilisations en cours	5 089		5 089	2 279
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	86 159		86 159	59 617
ACTIF IMMOBILISE	13 055 247	9 362 502	3 692 745	4 493 682
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	902 272	48 394	853 878	998 618
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 725 116	317 498	1 407 618	451 681
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	184		184	187 188
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	8 011 825	5 249	8 006 576	8 415 742
Autres créances	529 216		529 216	4 789 307
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	12 339 341		12 339 341	2 839 905
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	16 480		16 480	27 415
ACTIF CIRCULANT	23 524 434	371 141	23 153 293	17 709 857
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	7 787		7 787	14 174
TOTAL GENERAL	36 587 468	9 733 643	26 853 825	22 217 712

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022
Capital social ou individuel (dont versé : 2 815 260)	2 815 260	2 815 260
Primes d'émission, de fusion, d'apport	570	570
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	281 526	281 526
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)	3 863 086	3 863 086
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	5 346 920	2 356 564
Report à nouveau	27 189	27 189
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 821 027	2 990 356
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	17 155 578	12 334 551
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	28 000	37 000
Provisions pour charges	283 019	250 796
PROVISIONS	311 019	287 796
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	344 654	844 468
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 088 491	3 396 227
Dettes fiscales et sociales	3 813 836	1 650 450
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 315	3 056
Autres dettes	1 427	1 438 940
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 068 126	2 177 731
DETTES	9 476 493	9 510 872
Ecart de conversion passif	42 380	84 493
TOTAL GENERAL	26 853 825	22 217 712

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2023

Rubriques	Exercice 2023			Exercice 2022
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	18 748	85 647	104 395	111 737
Production vendue de biens	2 850 857	20 764 263	23 615 119	15 756 968
Production vendue de services	5 624 695	2 213 929	7 838 624	4 591 518
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	8 494 300	23 063 839	31 558 139	20 460 223
Production stockée			1 063 864	-22 576
Production immobilisée			905 210	714 578
Subventions d'exploitation			406 299	27 760
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			40 494	158 728
Autres produits			340 285	640 542
PRODUITS D'EXPLOITATION			34 314 291	21 979 256
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			33 190	3 919 655
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			11 541 326	3 331 679
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			104 341	-938 483
Autres achats et charges externes			5 633 562	4 905 811
Impôts, taxes et versements assimilés			273 800	224 626
Salaires et traitements			4 658 138	3 825 445
Charges sociales			2 361 889	1 765 077
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 054 675	886 121
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			907 122	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			152 606	6 340
Dotations aux provisions			32 223	11 203
Autres charges			467 599	334 312
CHARGES D'EXPLOITATION			27 220 470	18 271 790
			RESULTAT D'EXPLOITATION	3 707 466
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			98 703	155 771
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			52 591	105 472
Reprises sur provisions et transferts de charges				27 903
Différences positives de change			46 112	22 395
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			14 597	14 391
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			7 585	2 885
Différences négatives de change			7 012	11 506
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			RESULTAT FINANCIER	141 380
			RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	3 848 846
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
CHARGES EXCEPTIONNELLES			94 089	21 046
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				3 647
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			3 594	17 400
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			90 496	
			RESULTAT EXCEPTIONNEL	-21 046
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			577 211	
Impôts sur les bénéfices			1 685 600	837 443
TOTAL DES PRODUITS			34 412 994	22 135 026
TOTAL DES CHARGES			29 591 968	19 144 670
BENEFICE OU PERTE			4 821 027	2 990 356

III. ANNEXE

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7	4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	21
1.1. ACTIVITE DE LA SOCIETE	7	4.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	21
1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	8	4.1.1. <i>Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice</i>	21
2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	9	4.1.2. <i>Tableau des amortissements.....</i>	22
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	10	4.1.3. <i>Provision pour dépréciation des immobilisations</i>	22
CONTEXTE GENERAL.....	10	4.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	23
RECOURS A DES ESTIMATIONS.....	11	4.3. COMPTES DE STOCKS DE MARCHANDISES ET DE TRAVAUX EN COURS	23
3.1. IMMOBILISATIONS.....	11	4.4. PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES.....	23
3.1.1. <i>Frais de recherche et de développement.....</i>	11	4.5. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES.....	24
3.1.2. <i>Fonds commercial</i>	12	4.6. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES .	25
3.1.3. <i>Immobilisations corporelles</i>	12	4.7. PRODUITS A RECEVOIR	25
3.1.4. <i>Amortissements.....</i>	12	4.8. COMPTES DE REGULARISATION	25
3.1.5. <i>Immobilisations financières.....</i>	12	4.8.1 <i>Charges constatées d'avance.....</i>	25
3.1.6. <i>Dépréciation des actifs.....</i>	13	5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	26
3.2. EVALUATION DES STOCKS ET EN-COURS	14	5.1. CAPITAUX PROPRES	26
3.3. CONTRATS LONG TERME	14	5.2. ETAT DES PROVISIONS.....	26
3.4. CREANCES CLIENTS	15	5.2.1. <i>Provisions pour risques</i>	26
3.5. PROVISIONS REGLEMENTEES.....	15	5.2.2. <i>Provisions pour charges</i>	27
3.6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	15	5.2.3. <i>Provision pour dépréciation des immobilisations</i>	27
3.7. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	15	5.2.4. <i>Provision amortissements dérogatoires.....</i>	28
3.8. INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE.....	16	5.2.5. <i>Provisions pour dépréciation des stocks 28</i>	
3.9. OPERATIONS EN DEVISES	16	5.2.6. <i>Provisions pour dépréciation des créances.....</i>	28
3.10. AUTRES INFORMATIONS	16	5.3. ETATS DES ECHEANCES DES DETTES.....	29
3.10.1. <i>Capitaux propres</i>	16	5.4. CHARGES A PAYER.....	30
3.10.2. <i>Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire</i>	17	5.5. .COMPTES DE REGULARISATION	30
3.10.3. <i>Rémunération des organes d'administration</i>	17	5.5.1 <i>Produits constatés d'avance</i>	30
3.10.4. <i>Informations relatives aux parties liées 18</i>		6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	31
3.10.5. <i>Engagements hors bilan</i>	20	6.1. VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	31
3.10.6. <i>Identité de la société mère consolidante.....</i>	20	6.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	31

6.3. PRODUCTION IMMOBILISEE	31
6.4. TRANSFERTS DE CHARGES	32
6.5. REMUNERATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES 32	
6.6. RESULTAT FINANCIER.....	32
6.7. RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	33
6.8. IMPOT SUR LES BENEFICES	33
6.8.1. Impôt exigible	33
6.8.2. Ventilation de l'impôt sur les sociétés.....	34
6.8.3. Crédit d'impôt recherche	34

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels. Sauf mention contraire, les chiffres sont présentés en euros.

Elle comporte des informations complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Les éléments d'information ne présentant pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que lorsqu'ils ont une importance significative.

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1. Activité de la société

La Société développe des solutions sécurisées et robustes de Positionnement, de Navigation et de Temps (PNT).

La Société est le n°2 mondial des serveurs de temps et des références de fréquence synchronisées (estimation Société). Les « horloges GNSS » (GPS, GLONASS, GALILEO...) de la Société permettent de synchroniser les infrastructures critiques de télécommunication et de télédiffusion, les centres de surveillance et de contrôle, les réseaux informatiques et centres de données ou les systèmes de défense et de combat. Les serveurs de temps de la Société permettent de dater certains événements précis se produisant au sein de ces réseaux avec un haut niveau de fiabilité et de traçabilité (centres d'appels d'urgence, transactions financières, etc.).

Depuis 2021, la Société dispose de solutions de distribution du temps ultraprécis sur fibre optique (technologie White Rabbit) à la suite de l'acquisition de la société Seven Solutions (aujourd'hui dénommée Safran Electronics & Defense Spain S.L.U.), située à Grenade (Espagne).

La Société conçoit des systèmes de génération des signaux GNSS, destinés à simuler les caractéristiques temps-fréquence des équipements électroniques. Ses principaux marchés sont la défense, la sécurité, les communications et les transports. L'acquisition de la société Skydel (Canada) (aujourd'hui Safran Trusted 4D Canada Inc) en 2019, a permis d'étoffer l'offre produits dans ce domaine.

Les produits et solutions sont développés principalement au sein de la société et la fabrication est assurée par un réseau de sous-traitants.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2023 au 31/12/2023 soit une durée de 12 mois.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les effectifs de Financière Orolia (7 personnes) sont rattachés à ST4D depuis le 1^{er} avril 2024.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Contexte général

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles françaises en conformité du règlement ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les informations financières sont présentées en euros. Ces informations financières ont été établies sous la responsabilité du président.

Les charges ou produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur au cours mensuel du mois. Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les pertes latentes résultant de la conversion en euros sont évaluées et enregistrées en provision pour risque de change.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, les créances clients, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes sociaux ont été établis en tenant compte du contexte économique actuel, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels il a été pris pour hypothèse que la reprise resterait lente dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

3.1. Immobilisations

3.1.1. Frais de recherche et de développement

En application de la méthode préférentielle, ST4D a décidé de porter à l'actif les dépenses de développement, sous réserve que celles-ci répondent aux critères suivants :

- le projet en cause est nettement individualisé ;
- les chances de réussite technique et de rentabilité commerciale du projet sont sérieuses ;
- les coûts du projet sont distinctement établis.

Ces frais de développement vont être amortis sur la durée de vie du produit, estimée généralement à 3 ans, à partir de la commercialisation du produit.

Pour l'année 2023, l'activation de ces dépenses de développement représente un montant total de 905 K€.

Sur les 33 projets encore à l'actif, 28 ont été mis sur le marché et sont amortis en totalité ou sont en cours d'amortissements au 31/12/2023.

Suite au changement de doctrine de l'administration fiscale, les dépenses de R&D activées à partir du 1^{er} décembre 2014 pour les projets non encore commercialisés à cette date ne sont plus amorties fiscalement de manière anticipée. L'amortissement fiscal est désormais indexé sur l'amortissement comptable.

Depuis le 31 décembre 2017, le compte d'amortissements dérogatoires est soldé.

Les autres dépenses de recherche et développement, ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, ont été comptabilisées directement en charges de l'exercice pour un montant de

1 154 K€.

3.1.2. Fonds commercial

Néant

3.1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

En revanche, les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte.

3.1.4. Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les amortissements des immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire (L)

Les durées d'amortissements pratiqués par ST4D sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Amort pour dépréciation
Propriétés industrielles, brevets, licences et logiciels	1 à 6 ans L
Installations techniques, matériel et outillage	2 à 10 ans L
Install. générales agencements, aménagements	5 à 10 ans L
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans L
Mobilier de bureau	5 à 10 ans L

3.1.5. Immobilisations financières

Il ne reste dans cette catégorie que les dépôts et cautionnements liés essentiellement aux locations immobilières.

3.1.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces deniers sont déterminés sur la base des données budgétaires.

En 2023 une dépréciation sur les frais de développement a été passée à hauteur de 907k.

3.2. Evaluation des stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et en-cours de produits finis sont évalués au coût standard.

Les mouvements de stocks sont comptabilisés au coût standard suivant la méthode FIFO.

Une dépréciation de stocks est constatée dès lors qu'il y a perte probable ou que la rotation de certains articles est insuffisante.

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût direct des matières premières, de la main d'œuvre de production et des achats de sous-traitance consommés au cours de la production, augmenté d'une quote-part de frais généraux industriels.

ST4D procède à des inventaires tournants réguliers au cours de l'année. De plus, un inventaire physique a été effectué en décembre 2023.

3.3. Contrats long terme

Le chiffre d'affaires sur contrats long terme est comptabilisé selon la méthode préférentielle de l'avancement, dans la mesure où celui-ci est matérialisé par le transfert de propriété.

Ce type de contrat concerne 41.17 % du chiffre d'affaires de la société et représente 12.9 M€ HT au 31 décembre 2023.

Le calcul du chiffre d'affaires à l'avancement se détermine selon le rapport :

$$\frac{\text{Coûts engagés x chiffre d'affaires global}}{\text{Coûts budgétés}}$$

Toute perte probable sur contrat en cours ou en carnet est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue.

Les paiements partiels reçus sur contrats sont enregistrés en "avances et acomptes clients".

Les commissions sur ventes sont incluses dans le coût de ces contrats. Elles sont constatées en charge lorsque les ventes correspondantes sont enregistrées.

Les produits financiers sur contrats long terme sont constatés en résultat lorsqu'ils sont acquis.

3.4. Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

Le montant de la provision sur les créances clients au 31/12/2023 s'élève à 5 K€.

3.5. Provisions règlementées

Les provisions règlementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

3.6. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles sont constituées de :

- Provisions pour risques garanties clients ;
- Provisions pour perte de change ;
- Provisions pour litiges ;
- Provision pour indemnités de départ à la retraite ;
- Provision pour stocks ;
- Provision pour perte sur engagement d'immobilisation et risque d'abandon de R&D ;
- Provision pour impôts et taxes ;
- Provision pour charges.

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques ont été inscrits en provisions à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

3.7. Valeurs mobilières de placement

Les titres de placement sont évalués au coût de revient d'acquisition majoré des revenus courus de la période, ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure. Au 31/12/2023, ST4D ne détient pas de valeur mobilière de placement.

3.8. Indemnités de départ à la retraite

La loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la Sécurité Sociale pour 2023 a modifié le cadre constitutionnel de la réforme des retraites en changeant les conditions d'exercice des droits (recul de l'âge de départ et allongement des cotisations) résultant des régimes de retraite.

Les mesures issues de la réforme constituent une modification de régime au sens de la recommandation 2023-02 de l'ANC. L'impact de cette mise à jour est enregistré directement au compte de résultat, en coût des services passés conformément à la méthode retenue de recommandation 2013-02 en tout point conforme à IAS 19 applicable actuellement.

En milliers d'euros	31/12/2023
Taux d'actualisation	4 %
Taux d'inflation	2,00%
Taux de rendement des actifs	4 %
Taux d'augmentation des salaires	Table par âge
Age probable de départ personnel cadre	Age taux plein
Age probable de départ personnel non-cadre s	Age taux plein
Table de mortalité utilisée	TGH/F 05

Le montant cumulé de cette provision s'élève à un total de 258 K€ à fin 2023 (61 personnes au total).

3.9. Opérations en devises

Les charges ou produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur au cours mensuel du mois. Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les pertes latentes résultant de la conversion en euros sont évaluées et enregistrées en provision pour risque de change.

3.10. Autres Informations

3.10.1. Capitaux propres

Le capital social est composé de 6 541 437 actions ordinaires de valeur nominale d'environ 0.43 euros, soit un capital de 2 815 260 €.

Ce capital est détenu à 100% par FINANCIERE OROLIA dont le siège social est : 2405 route des Dolines 06560 Valbonne.

	Solde 31/12/2022	Affectation du résultat	Dividendes versés	Autres	Résultat de la période	Solde 31/12/2023
Capital social	2 815 260					2 815 260
Primes d'émission	570					570
Réserve Légale	281 526					281 526
Réserves Réglementées	3 863 086					3 863 086
Autres Réserves	2 356 564	2 990 356				5 346 920
Report à Nouveau	27 189					27 189
Résultat exercice	2 990 356	-2 990 356			4 821 027	4 821 027
TOTAUX	12 334 551	0	0		4 821 027	17 155 578

3.10.2. Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2023, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2023	Effectif
Cadres	58.45
Agents de maîtrise, techniciens et employés	4.98
Ouvriers	0
TOTAL	63.43

3.10.3. Rémunération des organes d'administration

ST4D SAS est représentée par Pascal Longy, président, et Thierry Delhomme, directeur général.

Il convient de préciser qu'aucune rémunération n'a été versée à Monsieur Longy et Monsieur Delhomme au titre de leurs fonctions respectives.

3.10.4. Informations relatives aux parties liées

Il convient d'entendre par « parties liées » les entreprises ayant le même actionnaire principal que ST4D. Au 31 décembre 2023, les positions réciproques de ST4D et de ses parties liées se décomposent comme suit (en euros) :

		SAFRAN TIMING	ST4D INC	Financiere Orolia	SEDB	SED	SAFRAN CANADA
Actif	Immobilisations						
Dettes	Fournisseurs		1 495 172	402 103	117 161		
Dettes	Financier						
Créances	Clients	105 495	42 811	40 903	68 408	1 526 055	2 146
Créances	Financier						
Produits	Chiffre d'affaires	515 160	646 437	136 423	459 746	1 700 764	5 643
Produits	Autres revenus		290 146				
Charges	Achats	1 192 511	5 319 250				164 077
Charges	Autres charges		297 501	1 158 798	780 695		
Produits	Financier						
Charges	Financier						
Produits	Transfert charges	5 730	3 657	450	7 046		

		OGSI	SAFRAN DATA SYSTEMS	SED AUSTRALIA	SYRLINKS	OROLIA HOLDING	SAFRAN SPAIN
Actif	Immobilisations						
Dettes	Fournisseurs	15 663	4 944	1 287			
Dettes	Financier						
Créances	Clients	15 176	137 291	20 626			
Créances	Financier						
Produits	Chiffre d'affaires		163 385		75 776		
Produits	Autres revenus						
Charges	Achats						57 619
Charges	Autres charges		4 120	1 287			
Produits	Financier					48 456	
Charges	Financier						
Produits	Transfert charges						

3.10.5. Engagements hors bilan

En milliers d'euros	31 décembre 2023
Engagements donnés	
- cautions, avals,...	
- Nantissement de titres	
- crédit-bail, location	1 481 K€
Total des engagements donnés	1 481 K€
Engagements reçus	
- cautions, avals,...	
- crédit-bail, location	
- Garanties de passif	
Total des engagements reçus	
Engagements réciproques	
- Contrats de change à terme	
- Couverture de taux d'intérêt	
Total des engagements réciproques	

3.10.6. Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société ST4D sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de la société Safran Electronics and Défense sise 55 boulevard Charles de Gaulle 92240 MALAKOFF.

Les copies des états financiers consolidés et visés peuvent être obtenues à cette même adresse.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

4.1.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2023
Frais d'établissement et de développement	9 814 090	905 210		90 496	10 628 805
Autres postes d'immobilisation incorporelles	671 904	51 176			723 079
Total 1 Incorporelles	10 485 994	956 386		90 496	11 351 884
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	406 945	82 544		5 520	483 969
Installations techniques, matériels et outillages	763 571	84 103		210 259	637 416
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	388 164	102 566			490 730
Total 2 Corporelles	1 558 680	269 213		215 779	1 612 115
Immobilisations corporelles en cours (1)	2 279	2 809			5 089
Total 3 Encours Corporelles	2 279	2 809			5 089
Acomptes					
TOTAL	12 046 953	1 228 408	0	306 275	12 969 088

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

4.1.2. Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant le mode linéaire, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations/Depreciations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2023
Frais d'établissement et de développement	5 966 499	893 307		6 859 806
Autres immobilisations incorporelles	516 544	5 797		522 341
Total 1	6 483 043	899 105		7 382 147
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	196 429	42 179	1 926	236 681
Installations techniques, matériels et outillages	660 792	42 390	210 259	492 924
Matériel de transport				
Matériel de bureau informatique, mobilier	272 626	71 001		343 628
Total 2	1 129 847	155 570	212 185	1 073 233
TOTAL	7 612 890	1 054 675	212 185	8 455 380

4.1.3. Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe [5.2. Etat des provisions](#).

4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2022	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2023	Provision	Valeur Nette au 31/12/2023
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	59 617	26 541		86 159		86 159
TOTAL	59 617	26 541		86 159		86 159

4.3. Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2023
Matières premières	902 272	48 394	853 878
Marchandises			
Produits finis	1 725 116	317 498	1 407 618
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
TOTAL	2 627 388	365 892	2 261 496

4.4. Provisions pour dépréciation des stocks et des créancesSe référer au paragraphe [5.2. Etat des Provisions.](#)

4.5. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 8 643 680 € en valeur brute au 31/12/2023 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	86 159		86 159
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	86 159		86 159
ACTIF CIRCULANT :	8 557 521	8 546 672	10 849
Clients	8 000 976	8 000 976	
Clients douteux	10 849		10 849
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux	5 753	5 753	
Etat : impôts et taxes diverses	523 463	523 463	
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	16 480	16 480	
TOTAL	8 643 680	8 546 672	97 007
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

4.6. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Créances clients et comptes rattachés	8 011 825	5 249	8 006 576	8 415 742
Autres créances	529 216		529 216	4 789 307
TOTAL	8 541 040	5 249	8 535 792	13 205 049

Les provisions sont établies selon les modalités décrites au [paragraphe 5.2.6](#).

4.7. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Rabais, remises, Ristournes à obtenir		
Produits à recevoir	5 753	4 124
Clients – Factures à établir	860 095	2 176 413
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant		104 546
TOTAL	865 848	2 285 083

4.8 Comptes de régularisation**4.8.1 Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 16 480 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Charges d'exploitation	16 480	27 415
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	16 480	27 415

5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1. Capitaux propres

Affectation des résultats de l'exercice 2022 :

Les comptes de l'exercice 2022 ont fait apparaître un résultat de 2 990 356 €. Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, ce profit a été affecté comme suit :

- Au compte « autres réserves » pour le porter de 2 356 563 € à 5 346 920€.

5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant

5.2.1. Provisions pour risques

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Provisions pour litige prud'homal				
Provisions pour garantie Clients	37 000		9 000	28 000
Provisions pour perte de marchés à terme				
Provisions pour amendes pénalité				
Provision pour litiges				
Provisions pour pertes de change				
TOTAL	37 000		9 000	28 000

5.2.2. Provisions pour charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Provisions pour pensions et obligations similaires	250 796	7 204		258 000
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer		25 019		25 019
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	250 796	32 223		283 019

5.2.3. Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Provisions sur immos incorporelles		907 122		907 122
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions autres immos financières				
TOTAL		907 122		907 122

5.2.4. Provision amortissements dérogatoires

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Amortissements dérogatoires				
TOTAL				

5.2.5. Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Matières premières	7 995	40 400		48 394
Produits finis	209 572	107 926		317 498
Marchandises				
TOTAL	217 566	148 326		365 892

5.2.6. Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Poste : Clients douteux	11 859	4 280	10 890	5 249
Poste : Autres créances				
TOTAL	11 859	4 280	10 890	5 249

5.3. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 088 491	3 088 491		
Personnel et comptes rattachés	1 548 262	1 548 262		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	739 082	739 082		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices	840 207	840 207		
Taxe sur la valeur ajoutée	623 200	623 200		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	63 086	63 086		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 315	28 315		
Groupe et associés				
Autres dettes	1 427	1 427		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	2 068 126	160 101	1 894 227	13 798
TOTAL	9 000 194	7 092 170	1 894 227	13 798
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

5.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 088 491	3 396 227
Dettes fiscales et sociales	3 813 836	1 650 450
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dette financières divers (dt empr. partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	344 654	844 468
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 315	3 056
Autres dettes	1 427	1 438 940
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 068 126	2 177 731
DETTES	9 344 848	9 510 872

5.5. Comptes de régularisation**5.5.1 Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance s'analysent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Produits d'exploitation	2 068 126	2 177 730
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	2 068 126	2 177 730

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2023		Total	Exercice Total 2022
	France	CEE + Export		
Ventes de marchandises	18 748	85 647	104 395	111 737
Ventes de produits finis	2 850 857	20 764 263	23 615 119	15 756 968
Production vendue de services	5 624 695	2 213 929	7 838 624	4 591 518
Chiffre d'affaires	8 494 300	23 063 839	31 558 139	20 460 223
%	26.92 %	73 08 %	100,00 %	

CA par région géographique	Montant K€
EMEA	28 657
AMERIQUES	653
ASIE PACIFIQUE-OCEANIE	2 248
TOTAL	31 558

6.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Production stockée	1 063 864	(22 575)
Production immobilisée	905 210	714 578
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation	406 299	27 759
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	40 494	158 727
Autres produits	340 285	640 542
TOTAL	2 756 152	1 519 031

6.3. Production immobilisée

Il s'agit des frais de développement de sept projets R&D activés sur 2023 pour un total 905 K€.

6.4. Transferts de charges

Le montant s'élève à 21 K€. Il s'agit essentiellement de refacturation de coûts initialement facturés à ST4D mais pour le compte des autres entreprises du groupe.

6.5. Rémunération du Commissaire aux comptes

Le cabinet Mazars a la charge de l'audit des comptes annuels et des vérifications spécifiques prévues par la loi (relatives au rapport de gestion, aux conventions réglementées...).

Leurs honoraires s'élèvent à 30 000 € HT pour leur mission relative à l'exercice clos le 31 décembre 2023.

6.6. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 84 106 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS FINANCIERS	98 703	155 771
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	52 591	105 472
Reprises sur provisions et transferts de charges		27 903
Différences positives de change	46 112	22 395
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	14 597	14 391
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 585	2 885
Différences négatives de change	7 012	11 506
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	84 106	141 380

6.7. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de -94 089 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	94 089	21 046
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 647
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 594	17 400
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	90 496	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-94 089	-21 046

6.8. Impôt sur les bénéfices**6.8.1. Impôt exigible**

La société est assujettie au régime de droit commun en terme d'impôt sur les sociétés.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les positions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date d'établissement des informations financières.

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt.

En 2023, une convention d'intégration fiscale a été signée avec Safran.

Il a été décidé de retenir comme principe la neutralité du régime d'intégration pour les filiales de sorte que ce régime ne puisse conduire ces dernières à supporter, pendant la période d'intégration, une imposition différente de celle qui aurait été la leur en l'absence d'intégration.

6.8.2. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

Chiffres exprimés en milliers d'euros	Avant IS	IS Théorique	Report déficitaire à imputer	IS dû	Après IS
Résultat courant	7 178	1 795	0	0	5 383
Résultat exceptionnel	(94)	(24)	0	0	(70)
Résultat comptable	4 821	1 205	0	0	3 616

6.8.3. Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivantes celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise. Le produit correspondant a été porté au crédit du compte 699300 pour un montant de 120 091€.



SAFRAN TRUSTED 4D
Société par Actions Simplifiée au capital de 2.815.260 euros
Siège social : 3 Avenue du Canada, 91940 Les Ulis
793 904 426 RCS EVRY

(la « Société »)

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTEUR GENERAL

SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Chère Associée,

Conformément aux statuts de la Société et à l'article L.227-9 du Code de commerce, j'ai l'honneur de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels.

Ces comptes comportant le bilan, le compte de résultat et les annexes, ont été établis suivant les normes, principes et méthodes du Plan Comptable Général.

Tous les documents et pièces vous permettant de vous prononcer ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Votre commissaire aux comptes vous rendra également compte de sa mission en présentant ses rapports.

I. SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

• *Description de l'activité de la Société*

L'activité historique de la société correspond au domaine Temps & Fréquence de la société Tekelec Airtronic. Au cours des années 1990 et 2000, l'entreprise a su développer des compétences en électronique et logiciel pour développer des systèmes de synchronisation temporelle. Les applications sont ceux de la défense, des infrastructures critiques civiles et de l'industrie au sens large. En 2006, l'activité avait été intégrée dans le groupe Orolia.

La Société développe des solutions sécurisées et robustes de Positionnement, de Navigation et de Temps (PNT).

La Société est le n°2 mondial des serveurs de temps et des références de fréquence synchronisées (estimation Société). Les « horloges GNSS » (GPS, GLONASS, GALILEO...) de la Société permettent de synchroniser les infrastructures critiques de télécommunication et de télédiffusion, les centres de surveillance et de contrôle, les réseaux informatiques et centres de données ou les systèmes de défense et de combat. Les serveurs de temps de la Société permettent de dater certains événements précis se



produisant au sein de ces réseaux avec un haut niveau de fiabilité et de traçabilité (centres d'appels d'urgence, transactions financières, etc.).

Depuis 2021, la Société dispose de solutions de distribution du temps ultraprécis sur fibre optique (technologie White Rabbit) à la suite de l'acquisition de la société Seven Solutions (aujourd'hui dénommée Safran Electronics & Defense Spain S.L.U.), située à Grenade (Espagne) par Financière Orolia SAS.

La Société conçoit des systèmes de génération des signaux GNSS, destinés à simuler les caractéristiques temps-fréquence des équipements électroniques. Ses principaux marchés sont la défense, la sécurité, les communications et les transports. L'acquisition de la société Skydel (Canada) (aujourd'hui Safran Trusted 4D Canada Inc) en 2019 par Financière Orolia SAS, a permis d'étoffer l'offre produits dans ce domaine.

Les produits et solutions sont développés principalement au sein de la société et la fabrication est assurée par un réseau de sous-traitants.

- **Activité par zones géographiques en 2023**

La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne restent les principaux marchés en Europe.

Globalement, les progressions observées les années précédentes dans les pays scandinaves, au Benelux, ainsi qu'en Espagne sur le marché de la défense se sont stabilisées en 2023.

- Forte progression en Italie, liée à l'obtention de commandes régulières d'un acteur majeur de la défense.
- Il est notable de mentionner le GSG8, nouvel équipement de Simulation GNSS, qui a connu un réel succès dans les principaux pays européens. Un succès similaire devrait se produire également avec le GSG7, lancé en 2023, pour lequel de nombreuses commandes ont été enregistrées dès 2023.
- A noter la fin de la livraison de la commande reçue dans le domaine de la défense (16M€) qui est la principale explication de la forte progression du CA en 2023.

- **Activités par marché en 2023**

Défense

En 2023, la Société enregistre une nouvelle année de progression de ses activités de défense, portées par une volonté des principaux gouvernements d'accroître leurs capacités souveraines. C'est en France (Naval Group, MBDA, SED, Thales...), mais aussi en Italie (MBDA), dans les pays scandinaves (FDF, NDMA, SAAB) et en Turquie (Aselsan, Tualcom), qu'on observe les plus fortes évolutions. Cela vient valider la stratégie mise en œuvre depuis quelques années au sein de ST4D. La reconnaissance de la Société comme leader des solutions PNT robustes se confirme. En conséquence, de plus en plus de grands comptes du monde de la Défense font confiance à la Société pour fournir des solutions PNT ; la Société est de plus en plus souvent consultée pour son expertise historique dans le domaine du temps / fréquence mais aussi pour tout ce qui concerne l'écosystème du GNSS : solutions PNT, systèmes de simulation des signaux GNSS, solution de validation de l'intégrité des signaux...

Les activités, dites « projets », (marchés classifiés, projets d'études financées ou non, développements spécifiques) sur le site de Sèvres continuent de bien progresser.

Industrie

Si on exclut le projet META, significatif en 2021 et 2022, mais non représentatif d'une activité récurrente, on observe une nouvelle progression des activités dans le domaine civil, principalement tirées par la ligne de produit Timing, comme en 2022. On peut particulièrement noter l'obtention du projet SKAO (Square Km Array Observatory) au UK. L'activité Simulation reste en deçà de ses records de 2021, traduisant encore les choix d'investissement de la filière automobile.

A noter pour la simulation, le succès du lancement du nouveau GSG7, avec un très bon début de prise de commandes en fin 2023.

Services

La Société fournit depuis de nombreuses années des prestations de services. Celles-ci englobent des contrats de MCO (Maintenance en Conditions Opérationnelles) des équipements livrés aux départements de la Défense. En parallèle, elle offre des contrats spécifiques associés à la vente des équipements de synchronisation (SecureSync) ou de simulation (GSG). Ces contrats (PSP, Gold PSP et ASP) permettent aux clients de bénéficier de service support type 24/7, de délai de réparation préférentiel, de remplacement d'équipement... On n'observe pas de changements majeurs sur cette activité.

L'intégration au sein du groupe Safran se déroule de manière optimale. Les nombreuses synergies identifiées dans les premiers mois (Ventes et Marketing, Recherche et Développement, Approvisionnement et Opérations) ont été lancées et certaines sont déjà de réels succès. Ces synergies devraient permettre à moyen et long terme de gagner de nouvelles parts de marchés, mais aussi de proposer des nouveaux produits et solutions fondés sur les technologies des deux sociétés.

L'année 2023 a démontré une nouvelle fois la bonne résilience de la Société et la pertinence de ses choix stratégiques.

- Une maîtrise complète des solutions de bout en bout de Positionnement, Navigation et Temps (PNT) extrêmement durcies, renforcée par l'intégration avec Safran.
- Une capacité d'expertise des risques et menaces pesant sur les systèmes GNSS et PNT de toutes les infrastructures critiques, qu'elles soient civiles ou militaires.
- Une offre de tests et validations des solutions PNT mises en œuvre.
- Une compétence forte en service et support auprès de nos clients.
- Un souci permanent d'offrir à nos clients la meilleure expérience.

1.a. Continuité d'exploitation et liquidités

La Société dispose des liquidités suffisantes pour financer la poursuite de l'ensemble de ses activités.

1.b. Autres actifs

- *Evaluation des stocks et encours :*

Les stocks de matières premières et en-cours de produits finis sont évalués au coût standard.

Les mouvements de stocks sont comptabilisés au coût standard suivant la méthode FIFO.

Une dépréciation de stocks est constatée dès lors qu'il y a perte probable ou que la rotation de certains articles est insuffisante.

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût direct des matières premières, de la main-d'œuvre de production et des achats de sous-traitance consommés au cours de la production, augmenté d'une quote-part de frais généraux industriels.

1.c. Créances Clients

La Société continue de suivre étroitement le risque clients pour sécuriser les encours déjà nés et futurs.

Les créances et actifs présentant un risque (défaut de paiement à l'échéance, litige, procédure de redressement judiciaire) ont été provisionnés au cas par cas.

1.d. Le chiffre d'affaires

Il s'élève à 31 558 K€ soit une hausse de 54,24 %, rapporté à l'exercice 2022, à périmètre comparable et à taux de change constant.

Rapporté à l'année 2022 et à périmètre équivalent, le résultat d'exploitation de 7 094 K€ est en hausse de 91%.

Le résultat exceptionnel affiche une perte de 94 K€, expliqué par 90K€ de dotation exceptionnelle.

La participation qui résulte de l'accord groupe est évaluée à 577 K€.

L'impôt sur les bénéfices est une charge de 1 686 K€ intégrant un produit de 120 K€ de crédit d'impôt recherche comptabilisé sur l'exercice.

Le résultat net, compte tenu de ce qui précède, est un bénéfice de 4 821 K€.

2. PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES

Néant

3. ACTIVITE DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

La Société dispose d'un haut niveau d'expertise dans les domaines technologiques suivants : Serveurs de temps, Récepteurs GNSS, Systèmes modulaires, Protocoles de distribution du temps sur réseau IP, Génération et Simulation des signaux GNSS, Systèmes de Positionnement et de Navigation intégrant des centrales inertielles, systèmes & solutions, équipements durcis pour environnement aéronautique.

Initialement centrée sur les applications autour de la synchronisation temporelle, la Société a diversifié ses compétences et développé des produits et des solutions, faisant de la Société un acteur majeur dans la maîtrise et la gestion des signaux GNSS pour la fourniture de systèmes résilients de Positionnement, Navigation et Temps.

La Société consacre des efforts importants en matière de R&D, dont une très large partie financée sur fonds propre. A ce titre, la Société bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche (CIR).

En application de la méthode préférentielle, la Société a décidé de porter à son actif les dépenses de Recherche et Développement, sous réserve que celles-ci répondent aux critères suivants :

- le projet en cause est nettement individualisé,
- les chances de réussite technique et de rentabilité commerciale du projet sont sérieuses,
- les coûts du projet sont distinctement établis.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de vie du produit, estimée entre 3 et 5 ans, à partir de la commercialisation du produit.

A fin 2023, sur l'exercice de la Société, l'activation de ces dépenses de Recherche et Développement a représenté un montant total de 905 K€ et une charge d'amortissement économique égale à 893 K€ a été comptabilisée sur la période.

Les autres dépenses de R&D, ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, ont été comptabilisées directement en charges sur l'exercice pour un montant de 1 154 K€.

Enfin, la Société a choisi d'opter pour le dispositif CIR (crédit impôt recherche). Pour l'exercice 2023, un crédit d'impôt de 120 K€ a été comptabilisé. La dépense R&D nette de crédit d'impôts et subventions a représenté 6.14 % du chiffre d'affaires en 2023.

4. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES

L'année 2023 a démontré que la Société est bien positionnée pour répondre aux attentes de ses clients qui cherchent à réduire la criticité de leurs installations et applications dépendantes des systèmes de navigation type GNSS. Pour l'ensemble des acteurs, la fourniture et la distribution de manière totalement sécurisée d'informations de Positionnement, de Navigation et de Temps (PNT) est devenu un élément majeur des solutions mises en œuvre.

Le rapprochement avec Safran est un acte majeur, qui conforte la société dans ces choix stratégiques. Fort de cette collaboration avec Safran, la Société est dans la meilleure position pour offrir à ses clients les solutions qui répondent au mieux aux exigences du moment : agilité dans les solutions proposées, proximité avec les clients, créativité, technologies souveraines, pérennité, des outils industriels éprouvés...

Pour les secteurs de la défense et de la sécurité, le besoin de solutions PNT extrêmement précises visant à améliorer la fiabilité, la performance et la sécurité des applications critiques est avéré. L'offre produit (SecureSync, VersaSync, VersaPNT, Simulateur GNSS et WaveFront) intégrant des solutions de plus en plus robustes (IDM, cyber...) positionne la Société comme le leader sur ce domaine des applications critiques : elle répond au mieux aux besoins de nos clients.

Dans le domaine industriel et commercial, les clients attendent un niveau très élevé d'intégrité des données fournies et transmises. Cela nécessite la mise en œuvre de solutions PNT robustes et résilientes ; les développements en cours répondent parfaitement aux exigences croissantes des clients et permettront de progresser dans les domaines cibles suivants : la Fintech, les Data Centers, les transports et le monde scientifique.

En 2024, la Société continuera d'externaliser une grande partie de sa production, fort de son expertise dans le suivi de ses sous-traitants. Un travail de relocalisation partielle de la production est maintenu sur le site de Guidel ; cela permet de répondre aux souhaits de certains de nos clients.

5. PRISES DE PARTICIPATIONS (DETENTIONS D' ACTIONS OU DROITS DE VOTE) SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIETES AYANT LEUR SIEGE EN FRANCE OU PRISE DE CONTROLE DE TELLES SOCIETES ; CESSIONS DE TELLES PARTICIPATIONS

Néant

6. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les 7 personnes, anciens effectifs de Financière Orolia, sont rattachés à ST4D depuis le 1^{er} avril 2024.

II. RESULTATS FINANCIERS

1. PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'est élevé à 31 558 139€ (20 460 223€ en 2022).

Le résultat d'exploitation s'établit à 7 093 821 € (3 707 466 € en 2022).

Le résultat financier est positif à 84 106 € (141 380 € en 2022).

Le résultat exceptionnel est négatif à -94 089 € (-21 046 € en 2022).

Le résultat net s'élève à 4 821 027 € (2 990 356 € en 2022).

Le total net du bilan s'établit à 26 853 825 € (22 217 712 € en 2022)

Les capitaux propres ressortent à 17 155 578 € et les provisions pour risques et charges à 311 019 € (12 334 551 € et 287 796 € à fin 2022).

La Société comptait 71 salariés à la fin de l'exercice.

2. INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les délais de paiement des fournisseurs et des clients.

- Les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu,
- Les factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice.

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

		Article D. 441 I, 1° du Code de commerce Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
		0 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total échu
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées						
Montant total des factures concernées (TTC)	1 140 K€	38 K€	12 K€	31 K€	1 221 K€	
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	5.71 %	0.19 %	0.06 %	0.16%	6.12 %	
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses						
Nombre de factures exclues	0					
Montant total des factures exclues (TTC)	0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)						
Délai de paiement utilisé pour le calcul des retards de paiement	Date d'échéance de la facture					
		Article D. 441 I, 2° du Code de commerce Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
		0 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées						
Montant total des factures concernées (TTC)	797 K€	440K€	206 K€	828 K€	2 272 K€	
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)						
Pourcentage du chiffre d'affaires facturé de l'exercice (TTC)	2.3 %	1.27%	0.59 %	2.38 %	6.55 %	
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses						
Nombre de factures exclues	3					
Montant total des factures exclues (TTC)	11 K€ (+ de 90 jours)					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Date d'échéance de la facture					

3. PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Le résultat net de la Société pour l'exercice 2023 fait apparaître un bénéfice de 4 821 027 euros pour un chiffre d'affaires de 31 558 139 euros.

Bénéfices de l'exercice 2023	4 821 027 euros
Report à nouveau	27 188 euros
Bénéfice distribuable	4 821 027 euros
Affectation	
- versement d'un dividende d'environ 0.7369 euros par action, soit un total de	4 821 027 euros
- inscription du solde en report à nouveau	0 euros

Le versement du dividende interviendra à partir du lendemain de la décision de l'Associée Unique statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le solde du compte « Report à nouveau », dont le montant s'élevait à 27 188 euros restera inchangé.

Il est précisé que les principes et méthodes comptables utilisés pour l'établissement des comptes, et notamment les méthodes d'évaluation, sont conformes aux dispositions réglementaires applicables en France.

4. DIVIDENDES MIS EN DISTRIBUTION AU COURS DES TROIS EXERCICES PRECEDENTS

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois précédents exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercice	Dividende global	Montant du dividende unitaire
2022	0 € ⁽¹⁾	0 €
2021	0 € ⁽¹⁾	0 €
2020	0 € ⁽¹⁾	0 €

⁽¹⁾ Soumis au prélèvement forfaitaire unique prévu par l'article 200 A du Code général des impôts ou, sur option globale, au barème progressif après l'abattement de 40% prévu par l'article 158, 3-2° du Code général des impôts.

5. ACTIVITE ET RESULTATS DES FILIALES ET DES SOCIETES CONTROLEES PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Néant

6. LISTE DES SUCCURSALES

Néant

7. DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, nous vous informons que les comptes comprennent des dépenses de loyer sur véhicules non admises dans les charges au titre 39-4 du Code Général des Impôts à hauteur de 5 973 euros donnant lieu à un impôt de 1 493 euros hors contribution sociale.

8. CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE ENTREPRISE (CICE)

Néant

III. CAPITAL SOCIAL

1. MONTANT ET REPARTITION ; AUTO-CONTROLE

La Société a une Associée unique, la société par actions simplifiée Financière Orolia qui est elle-même détenue à 100% par Safran Electronics & Defense, elle-même détenue indirectement à 100% par la société SAFRAN (SA).

2. PARTICIPATION DES SALARIES

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce, nous vous informons que les salariés ne détiennent aucune participation dans le capital de la Société.

IV. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

1. SITUATION DU MANDAT DU PRESIDENT

Nous vous rappelons que par décision de l'Associée Unique en date du 24 avril 2023, Monsieur Pascal LONGY a été nommé Président de la Société pour une durée illimitée.

2. SITUATION DU MANDAT DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur Thierry Delhomme est resté directeur général à la suite du départ de Jean-Yves Courtois, son mandat a une durée équivalente à celle du mandat du président.

3. SITUATION DU MANDAT DU COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous rappelons que par décision de l'Associée Unique en date du 31 mai 2023, MAZARS a été désigné Commissaire aux comptes pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue des décisions de l'Associée Unique appelé à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2028.



4. CONVENTIONS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DES ARTICLES L. 227-10 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Nous vous précisons qu'aucune convention visée par les dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

* *
*

Les projets de décisions qui vous sont présentés reprennent les principaux points de ce rapport et nous vous invitons à les approuver.

Les Ulis, le 17 juin 2024

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Thierry Delhomme', with a horizontal line underneath the name.

Le Directeur Général

Monsieur Thierry DELHOMME

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels. Sauf mention contraire, les chiffres sont présentés en euros.

Elle comporte des informations complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Les éléments d'information ne présentant pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que lorsqu'ils ont une importance significative.

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1. Activité de la société

La Société développe des solutions sécurisées et robustes de Positionnement, de Navigation et de Temps (PNT).

La Société est le n°2 mondial des serveurs de temps et des références de fréquence synchronisées (estimation Société). Les « horloges GNSS » (GPS, GLONASS, GALILEO...) de la Société permettent de synchroniser les infrastructures critiques de télécommunication et de télédiffusion, les centres de surveillance et de contrôle, les réseaux informatiques et centres de données ou les systèmes de défense et de combat. Les serveurs de temps de la Société permettent de dater certains événements précis se produisant au sein de ces réseaux avec un haut niveau de fiabilité et de traçabilité (centres d'appels d'urgence, transactions financières, etc.).

Depuis 2021, la Société dispose de solutions de distribution du temps ultraprécis sur fibre optique (technologie White Rabbit) à la suite de l'acquisition de la société Seven Solutions (aujourd'hui dénommée Safran Electronics & Defense Spain S.L.U.), située à Grenade (Espagne).

La Société conçoit des systèmes de génération des signaux GNSS, destinés à simuler les caractéristiques temps-fréquence des équipements électroniques. Ses principaux marchés sont la défense, la sécurité, les communications et les transports. L'acquisition de la société Skydel (Canada) (aujourd'hui Safran Trusted 4D Canada Inc) en 2019, a permis d'étoffer l'offre produits dans ce domaine.

Les produits et solutions sont développés principalement au sein de la société et la fabrication est assurée par un réseau de sous-traitants.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2023 au 31/12/2023 soit une durée de 12 mois.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les effectifs de Financière Orolia (7 personnes) sont rattachés à ST4D depuis le 1^{er} avril 2024.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Contexte général

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles françaises en conformité du règlement ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les informations financières sont présentées en euros. Ces informations financières ont été établies sous la responsabilité du président.

Les charges ou produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur au cours mensuel du mois. Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les pertes latentes résultant de la conversion en euros sont évaluées et enregistrées en provision pour risque de change.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, les créances clients, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes sociaux ont été établis en tenant compte du contexte économique actuel, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels il a été pris pour hypothèse que la reprise resterait lente dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

3.1. Immobilisations

3.1.1. Frais de recherche et de développement

En application de la méthode préférentielle, ST4D a décidé de porter à l'actif les dépenses de développement, sous réserve que celles-ci répondent aux critères suivants :

- le projet en cause est nettement individualisé ;
- les chances de réussite technique et de rentabilité commerciale du projet sont sérieuses ;
- les coûts du projet sont distinctement établis.

Ces frais de développement vont être amortis sur la durée de vie du produit, estimée généralement à 3 ans, à partir de la commercialisation du produit.

Pour l'année 2023, l'activation de ces dépenses de développement représente un montant total de 905 K€.

Sur les 33 projets encore à l'actif, 28 ont été mis sur le marché et sont amortis en totalité ou sont en cours d'amortissements au 31/12/2023.

Suite au changement de doctrine de l'administration fiscale, les dépenses de R&D activées à partir du 1^{er} décembre 2014 pour les projets non encore commercialisés à cette date ne sont plus amorties fiscalement de manière anticipée. L'amortissement fiscal est désormais indexé sur l'amortissement comptable.

Depuis le 31 décembre 2017, le compte d'amortissements dérogatoires est soldé.

Les autres dépenses de recherche et développement, ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, ont été comptabilisées directement en charges de l'exercice pour un montant de 1 154 K€.

3.1.2. Fonds commercial

Néant

3.1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

En revanche, les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte.

3.1.4. Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les amortissements des immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire (L)

Les durées d'amortissements pratiqués par ST4D sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Amort pour dépréciation
Propriétés industrielles, brevets, licences et logiciels	1 à 6 ans L
Installations techniques, matériel et outillage	2 à 10 ans L
Install. générales agencements, aménagements	5 à 10 ans L
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans L
Mobilier de bureau	5 à 10 ans L

3.1.5. Immobilisations financières

Il ne reste dans cette catégorie que les dépôts et cautionnements liés essentiellement aux locations immobilières.

3.1.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces deniers sont déterminés sur la base des données budgétaires.

En 2023 une dépréciation sur les frais de développement a été passée à hauteur de 907k.

3.2. Evaluation des stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et en-cours de produits finis sont évalués au coût standard.

Les mouvements de stocks sont comptabilisés au coût standard suivant la méthode FIFO.

Une dépréciation de stocks est constatée dès lors qu'il y a perte probable ou que la rotation de certains articles est insuffisante.

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût direct des matières premières, de la main d'œuvre de production et des achats de sous-traitance consommés au cours de la production, augmenté d'une quote-part de frais généraux industriels.

ST4D procède à des inventaires tournants réguliers au cours de l'année. De plus, un inventaire physique a été effectué en décembre 2023.

3.3. Contrats long terme

Le chiffre d'affaires sur contrats long terme est comptabilisé selon la méthode préférentielle de l'avancement, dans la mesure où celui-ci est matérialisé par le transfert de propriété.

Ce type de contrat concerne 41.17 % du chiffre d'affaires de la société et représente 12.9 M€ HT au 31 décembre 2023.

Le calcul du chiffre d'affaires à l'avancement se détermine selon le rapport :

$$\frac{\text{Coûts engagés x chiffre d'affaires global}}{\text{Coûts budgétés}}$$

Toute perte probable sur contrat en cours ou en carnet est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue.

Les paiements partiels reçus sur contrats sont enregistrés en "avances et acomptes clients".

Les commissions sur ventes sont incluses dans le coût de ces contrats. Elles sont constatées en charge lorsque les ventes correspondantes sont enregistrées.

Les produits financiers sur contrats long terme sont constatés en résultat lorsqu'ils sont acquis.

3.4. Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

Le montant de la provision sur les créances clients au 31/12/2023 s'élève à 5 K€.

3.5. Provisions règlementées

Les provisions règlementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

3.6. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles sont constituées de :

- Provisions pour risques garanties clients ;
- Provisions pour perte de change ;
- Provisions pour litiges ;
- Provision pour indemnités de départ à la retraite ;
- Provision pour stocks ;
- Provision pour perte sur engagement d'immobilisation et risque d'abandon de R&D ;
- Provision pour impôts et taxes ;
- Provision pour charges.

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques ont été inscrits en provisions à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

3.7. Valeurs mobilières de placement

Les titres de placement sont évalués au coût de revient d'acquisition majoré des revenus courus de la période, ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure. Au 31/12/2023, ST4D ne détient pas de valeur mobilière de placement.

3.8. Indemnités de départ à la retraite

La loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la Sécurité Sociale pour 2023 a modifié le cadre constitutionnel de la réforme des retraites en changeant les conditions d'exercice des droits (recul de l'âge de départ et allongement des cotisations) résultant des régimes de retraite.

Les mesures issues de la réforme constituent une modification de régime au sens de la recommandation 2023-02 de l'ANC. L'impact de cette mise à jour est enregistré directement au compte de résultat, en coût des services passés conformément à la méthode retenue de recommandation 2013-02 en tout point conforme à IAS 19 applicable actuellement.

En milliers d'euros	31/12/2023
Taux d'actualisation	4 %
Taux d'inflation	2,00%
Taux de rendement des actifs	4 %
Taux d'augmentation des salaires	Table par âge
Age probable de départ personnel cadre	Age taux plein
Age probable de départ personnel non-cadre s	Age taux plein
Table de mortalité utilisée	TGH/F 05

Le montant cumulé de cette provision s'élève à un total de 258 K€ à fin 2023 (61 personnes au total).

3.9. Opérations en devises

Les charges ou produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur au cours mensuel du mois. Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les pertes latentes résultant de la conversion en euros sont évaluées et enregistrées en provision pour risque de change.

3.10. Autres Informations

3.10.1. Capitaux propres

Le capital social est composé de 6 541 437 actions ordinaires de valeur nominale d'environ 0.43 euros, soit un capital de 2 815 260 €.

Ce capital est détenu à 100% par FINANCIERE OROLIA dont le siège social est : 2405 route des Dolines 06560 Valbonne.

	Solde 31/12/2022	Affectation du résultat	Dividendes versés	Autres	Résultat de la période	Solde 31/12/2023
Capital social	2 815 260					2 815 260
Primes d'émission	570					570
Réserve Légale	281 526					281 526
Réserves Réglementées	3 863 086					3 863 086
Autres Réserves	2 356 564	2 990 356				5 346 920
Report à Nouveau	27 189					27 189
Résultat exercice	2 990 356	-2 990 356			4 821 027	4 821 027
TOTAUX	12 334 551	0	0		4 821 027	17 155 578

3.10.2. Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2023, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2023	Effectif
Cadres	58.45
Agents de maîtrise, techniciens et employés	4.98
Ouvriers	0
TOTAL	63.43

3.10.3. Rémunération des organes d'administration

ST4D SAS est représentée par Pascal Longy, président, et Thierry Delhomme, directeur général.

Il convient de préciser qu'aucune rémunération n'a été versée à Monsieur Longy et Monsieur Delhomme au titre de leurs fonctions respectives.

3.10.4. Informations relatives aux parties liées

Il convient d'entendre par « parties liées » les entreprises ayant le même actionnaire principal que ST4D. Au 31 décembre 2023, les positions réciproques de ST4D et de ses parties liées se décomposent comme suit (en euros) :

		SAFRAN TIMING	ST4D INC	Financiere Orolia	SEDB	SED	SAFRAN CANADA
Actif	Immobilisations						
Dettes	Fournisseurs		1 495 172	402 103	117 161		
Dettes	Financier						
Créances	Clients	105 495	42 811	40 903	68 408	1 526 055	2 146
Créances	Financier						
Produits	Chiffre d'affaires	515 160	646 437	136 423	459 746	1 700 764	5 643
Produits	Autres revenus		290 146				
Charges	Achats	1 192 511	5 319 250				164 077
Charges	Autres charges		297 501	1 158 798	780 695		
Produits	Financier						
Charges	Financier						
Produits	Transfert charges	5 730	3 657	450	7 046		

		OGSI	SAFRAN DATA SYSTEMS	SED AUSTRALIA	SYRLINKS	OROLIA HOLDING	SAFRAN SPAIN
Actif	Immobilisations						
Dettes	Fournisseurs	15 663	4 944	1 287			
Dettes	Financier						
Créances	Clients	15 176	137 291	20 626			
Créances	Financier						
Produits	Chiffre d'affaires		163 385		75 776		
Produits	Autres revenus						
Charges	Achats						57 619
Charges	Autres charges		4 120	1 287			
Produits	Financier					48 456	
Charges	Financier						
Produits	Transfert charges						

3.10.5. Engagements hors bilan

En milliers d'euros	31 décembre 2023
Engagements donnés	
- cautions, avals,...	
- Nantissement de titres	
- crédit-bail, location	1 481 K€
Total des engagements donnés	1 481 K€
Engagements reçus	
- cautions, avals,...	
- crédit-bail, location	
- Garanties de passif	
Total des engagements reçus	
Engagements réciproques	
-Contrats de change à terme	
-Couverture de taux d'intérêt	
Total des engagements réciproques	

3.10.6. Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société ST4D sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de la société Safran Electronics and Défense sise 55 boulevard Charles de Gaulle 92240 MALAKOFF.

Les copies des états financiers consolidés et visés peuvent être obtenues à cette même adresse.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

4.1.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2023
Frais d'établissement et de développement	9 814 090	905 210		90 496	10 628 805
Autres postes d'immobilisation incorporelles	671 904	51 176			723 079
Total 1 Incorporelles	10 485 994	956 386		90 496	11 351 884
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	406 945	82 544		5 520	483 969
Installations techniques, matériels et outillages	763 571	84 103		210 259	637 416
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	388 164	102 566			490 730
Total 2 Corporelles	1 558 680	269 213		215 779	1 612 115
Immobilisations corporelles en cours (1)	2 279	2 809			5 089
Total 3 Encours Corporelles	2 279	2 809			5 089
Acomptes					
TOTAL	12 046 953	1 228 408	0	306 275	12 969 088

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

4.1.2. Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant le mode linéaire, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations/Depreciations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2023
Frais d'établissement et de développement	5 966 499	893 307		6 859 806
Autres immobilisations incorporelles	516 544	5 797		522 341
Total 1	6 483 043	899 105		7 382 147
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	196 429	42 179	1 926	236 681
Installations techniques, matériels et outillages	660 792	42 390	210 259	492 924
Matériel de transport				
Matériel de bureau informatique, mobilier	272 626	71 001		343 628
Total 2	1 129 847	155 570	212 185	1 073 233
TOTAL	7 612 890	1 054 675	212 185	8 455 380

4.1.3. Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe [5.2. Etat des provisions](#).

4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2022	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2023	Provision	Valeur Nette au 31/12/2023
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	59 617	26 541		86 159		86 159
TOTAL	59 617	26 541		86 159		86 159

4.3. Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2023
Matières premières	902 272	48 394	853 878
Marchandises			
Produits finis	1 725 116	317 498	1 407 618
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
TOTAL	2 627 388	365 892	2 261 496

4.4. Provisions pour dépréciation des stocks et des créancesSe référer au paragraphe [5.2. Etat des Provisions.](#)

4.5. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 8 643 680 € en valeur brute au 31/12/2023 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	86 159		86 159
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	86 159		86 159
ACTIF CIRCULANT :	8 557 521	8 546 672	10 849
Clients	8 000 976	8 000 976	
Clients douteux	10 849		10 849
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux	5 753	5 753	
Etat : impôts et taxes diverses	523 463	523 463	
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	16 480	16 480	
TOTAL	8 643 680	8 546 672	97 007
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

4.6. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Créances clients et comptes rattachés	8 011 825	5 249	8 006 576	8 415 742
Autres créances	529 216		529 216	4 789 307
TOTAL	8 541 040	5 249	8 535 792	13 205 049

Les provisions sont établies selon les modalités décrites au [paragraphe 5.2.6](#).

4.7. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Rabais, remises, Ristournes à obtenir		
Produits à recevoir	5 753	4 124
Clients – Factures à établir	860 095	2 176 413
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant		104 546
TOTAL	865 848	2 285 083

4.8 Comptes de régularisation**4.8.1 Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 16 480 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Charges d'exploitation	16 480	27 415
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	16 480	27 415

5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1. Capitaux propres

Affectation des résultats de l'exercice 2022 :

Les comptes de l'exercice 2022 ont fait apparaître un résultat de 2 990 356 €. Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, ce profit a été affecté comme suit :

- Au compte « autres réserves » pour le porter de 2 356 563 € à 5 346 920€.

5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant

5.2.1. Provisions pour risques

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Provisions pour litige prud'homal				
Provisions pour garantie Clients	37 000		9 000	28 000
Provisions pour perte de marchés à terme				
Provisions pour amendes pénalité				
Provision pour litiges				
Provisions pour pertes de change				
TOTAL	37 000		9 000	28 000

5.2.2. Provisions pour charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Provisions pour pensions et obligations similaires	250 796	7 204		258 000
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer		25 019		25 019
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	250 796	32 223		283 019

5.2.3. Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Provisions sur immos incorporelles		907 122		907 122
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions autres immos financières				
TOTAL		907 122		907 122

5.2.4. Provision amortissements dérogatoires

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Amortissements dérogatoires				
TOTAL				

5.2.5. Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Matières premières	7 995	40 400		48 394
Produits finis	209 572	107 926		317 498
Marchandises				
TOTAL	217 566	148 326		365 892

5.2.6. Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Poste : Clients douteux	11 859	4 280	10 890	5 249
Poste : Autres créances				
TOTAL	11 859	4 280	10 890	5 249

5.3. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 088 491	3 088 491		
Personnel et comptes rattachés	1 548 262	1 548 262		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	739 082	739 082		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices	840 207	840 207		
Taxe sur la valeur ajoutée	623 200	623 200		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	63 086	63 086		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 315	28 315		
Groupe et associés				
Autres dettes	1 427	1 427		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	2 068 126	160 101	1 894 227	13 798
TOTAL	9 000 194	7 092 170	1 894 227	13 798
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

5.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 088 491	3 396 227
Dettes fiscales et sociales	3 813 836	1 650 450
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dette financières divers (dt empr. partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	344 654	844 468
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 315	3 056
Autres dettes	1 427	1 438 940
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 068 126	2 177 731
DETTES	9 344 848	9 510 872

5.5. Comptes de régularisation**5.5.1 Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance s'analysent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Produits d'exploitation	2 068 126	2 177 730
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	2 068 126	2 177 730

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2023		Total	Exercice Total 2022
	France	CEE + Export		
Ventes de marchandises	18 748	85 647	104 395	111 737
Ventes de produits finis	2 850 857	20 764 263	23 615 119	15 756 968
Production vendue de services	5 624 695	2 213 929	7 838 624	4 591 518
Chiffre d'affaires	8 494 300	23 063 839	31 558 139	20 460 223
%	26.92 %	73 08 %	100,00 %	

CA par région géographique	Montant K€
EMEA	28 657
AMERIQUES	653
ASIE PACIFIQUE-OCEANIE	2 248
TOTAL	31 558

6.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Production stockée	1 063 864	(22 575)
Production immobilisée	905 210	714 578
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation	406 299	27 759
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	40 494	158 727
Autres produits	340 285	640 542
TOTAL	2 756 152	1 519 031

6.3. Production immobilisée

Il s'agit des frais de développement de sept projets R&D activés sur 2023 pour un total 905 K€.

6.4. Transferts de charges

Le montant s'élève à 21 K€. Il s'agit essentiellement de refacturation de coûts initialement facturés à ST4D mais pour le compte des autres entreprises du groupe.

6.5. Rémunération du Commissaire aux comptes

Le cabinet Mazars a la charge de l'audit des comptes annuels et des vérifications spécifiques prévues par la loi (relatives au rapport de gestion, aux conventions réglementées...).

Leurs honoraires s'élèvent à 30 000 € HT pour leur mission relative à l'exercice clos le 31 décembre 2023.

6.6. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 84 106 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS FINANCIERS	98 703	155 771
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	52 591	105 472
Reprises sur provisions et transferts de charges		27 903
Différences positives de change	46 112	22 395
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	14 597	14 391
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 585	2 885
Différences négatives de change	7 012	11 506
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	84 106	141 380

6.7. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de -94 089 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	94 089	21 046
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 647
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 594	17 400
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	90 496	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-94 089	-21 046

6.8. Impôt sur les bénéfices**6.8.1. Impôt exigible**

La société est assujettie au régime de droit commun en terme d'impôt sur les sociétés.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les positions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date d'établissement des informations financières.

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt.

En 2023, une convention d'intégration fiscale a été signée avec Safran.

Il a été décidé de retenir comme principe la neutralité du régime d'intégration pour les filiales de sorte que ce régime ne puisse conduire ces dernières à supporter, pendant la période d'intégration, une imposition différente de celle qui aurait été la leur en l'absence d'intégration.

6.8.2. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

Chiffres exprimés en milliers d'euros	Avant IS	IS Théorique	Report déficitaire à imputer	IS dû	Après IS
Résultat courant	7 178	1 795	0	0	5 383
Résultat exceptionnel	(94)	(24)	0	0	(70)
Résultat comptable	4 821	1 205	0	0	3 616

6.8.3. Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivantes celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise. Le produit correspondant a été porté au crédit du compte 699300 pour un montant de 120 091€.

SAFRAN TRUSTED 4D
Société par Actions Simplifiée au capital de 2.815.260 euros
Siège social : 3 Avenue du Canada, 91940 Les Ulis
793 904 426 RCS EVRY

(la « Société »)

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE DU 24 JUIN 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre,
Le vingt-quatre juin, à 10 heures,

La société Financière Orolia SAS, société par actions simplifiée au capital de 89.546.756,00 euros, ayant son siège social au 2405 Route Des Dolines – Bâtiment Drakkar 2 – Sophia-Antipolis – 06560 Valbonne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grasse sous le numéro 817 469 497, représentée par son Président, Monsieur Pascal Longy, détenant l'intégralité du capital social et des droits de vote de la Société (l'« Associée Unique »),

Adopte, conformément à l'article 14 (Adoption des décisions collectives) des statuts de la Société, les présentes décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

1. Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2023 ;
2. Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2023 ;
3. Approbation des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce ;
4. Prise d'acte de la démission de M. Thierry Delhomme de son mandat de Directeur Général de la Société ;
5. Nomination de Mme Sophie Simon aux fonctions de Directeur Général de la Société ;
6. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2023

L'Associée Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directeur Général de la Société, du procès-verbal des décisions du Président de la Société arrêtant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, du texte des projets de résolutions ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels :

- **Décide** d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qui lui ont été présentés, les comptes de cet exercice se soldant par des bénéfices de 4 821 027 euros ;
- **Constate** qu'il y a eu de dépenses et charges non déductibles à hauteur de 5 973 euros.

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2023

L'Associée Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directeur Général de la Société, du procès-verbal des décisions du Président de la Société arrêtant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, du texte des projets de résolutions ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels :

- **Décide** d'affecter comme suit les bénéfices s'élevant à 4 821 027 euros :

Bénéfices de l'exercice 2023	4 821 027 euros
Report à nouveau	27 188 euros
Bénéfice distribuable	4 821 027 euros
Affectation	
- versement d'un dividende d'environ 0.7369 euros par action, soit un total de	4 821 027 euros
- inscription du solde en report à nouveau	0 euros

- **Reconnaît** qu'au titre des trois exercices précédents il a été distribué les dividendes suivants :

Exercice	Dividende global	Montant du dividende unitaire
2022	0 € ⁽¹⁾	0 €
2021	0 € ⁽¹⁾	0 €
2020	0 € ⁽¹⁾	0 €

⁽¹⁾ Soumis au prélèvement forfaitaire unique prévu par l'article 200 A du Code général des impôts ou, sur option globale, au barème progressif après l'abattement de 40% prévu par l'article 158, 3-2° du Code général des impôts.

TROISIEME DECISION

Approbation des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce

L'Associée Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directeur Général de la Société, du procès-verbal des décisions du Président de la Société arrêtant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, du texte des projets de résolutions ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes :

- **Constate** qu'aucune convention nouvelle n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

QUATRIEME DECISION

Prise d'acte de la démission de M. Thierry Delhomme de son mandat de Directeur Général de la Société

L'Associée Unique prend acte de la démission remise par M. Thierry Delhomme, le 24 juin 2024, de ses fonctions de Directeur Général de la Société ce même jour.

CINQUIEME DECISION

Nomination de Mme Sophie Simon aux fonctions de Directeur Général de la Société

L'Associée Unique en remplacement de M. Thierry Delhomme, directeur général démissionnaire,

- **Décide** de nommer Mme Sophie Simon, nationalité française, résident au 16 rue Pasteur 56400 LE BONO, pour une durée indéterminée aux fonctions de président de la Société avec effet au 24 juin 2024.

Mme Sophie Simon, accepte et déclare n'être frappé d'aucune des incapacités ou déchéances susceptibles de lui interdire l'accès à ses fonctions. Ses fonctions seront exercées dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Mme Sophie Simon ne percevra pas de rémunération au titre de son mandat de Directeur Général, mais aura droit au remboursement des frais engagés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat, sur présentation de justification.

Mme Sophie Simon déclare accepter ce mandat et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur pour en assurer l'exercice.

SIXIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Associée Unique décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions pour accomplir toutes les formalités légales.

Financière Orolia SAS
Représentée par Pascal Longy

